



Les "Équipes médico-sociales itinérantes" (E.M.S.I.) pendant la guerre d'Algérie

Note de la rédaction :

De 1956 à 1962, l'armée française en Algérie et les autorités civiles ont eu le souci de l'assistance sociale et médicale aux populations isolées des campagnes et des montagnes, alors que l'A.M.G. (« assistance médicale gratuite ») existait déjà dans les villes, où le développement était en marche.

Le service de santé militaire s'y est consacré partout où il était présent, des dispensaires médicaux et des centres d'animation, pour le progrès, l'hygiène et l'éducation, ont été ouverts, notamment auprès des S.A.S. (« sections administratives spécialisées »), des missions itinérantes ont été créées, parmi elles les E.M.S.I.

Des centaines de jeunes filles, de toutes origines et de toutes religions, furent ainsi recrutées pour porter sur leur blouse blanche l'insigne des E.M.S.I. Après un stage de formation, elles se consacrèrent aux femmes et aux enfants, aux malades et aux vieillards, plus tard aux harkis et à leurs familles.

Elles ont servi avec courage et abnégation, dans les périls et les difficultés de la guerre, au temps des promesses et de l'esérance.

L'auteur du présent article fut l'une d'entre elles.

LES « E.M.S.I. » un sigle qui signifie quoi ? A ce sujet il est utile de faire un peu d'histoire. En 1954 ou 56, le gouvernement général de l'Algérie, préoccupé de la situation des femmes et des enfants dans le bled, recrute du personnel féminin ayant une formation sociale et paramédicale et, pour officialiser leur action, établit un statut défini par le sigle pompeux « Adjointe-Sanitaire-Sociale-Rurale-Auxiliaire » dite « A.S.S.R.A. ». Placées seules au milieu d'une population à la démographie démesurée, avec les difficultés de terrain, ce fut l'échec. Elles furent alors dirigées vers d'autres activités et leur statut finit oublié, sous la poussière au fond d'un tiroir.

En 1957, l'armée s'inquiète du sort de toutes ces femmes en détresse, confrontées aux événements. Elle lance un appel au gouvernement général, afin qu'il remédie à cette lamentable situation, mais ce dernier fait la sourde oreille en arguant de son précédent échec.

L'armée, pour prouver la bonne foi de sa requête, propose de tenter l'expérience en faisant appel à des « P.F.A.T » (« personnel féminin de l'armée de terre »), toutes volontaires et mises alors en position hors-cadre, avec l'assurance qu'en cas de réussite le gouvernement général s'engage à recruter du personnel civil. L'expérience, axée sur la région d'Orléansville, prouva par son succès l'utilité d'une telle initiative.

Mis au pied du mur, le gouvernement général dut s'exécuter et il ressortit le statut des « A.S.S.R.A. » du tiroir et de la poussière où il dormait. Dans un souci d'osmose, les « P.F.A.T. » et les « A.S.S.R.A. » donnèrent naissance aux « E.M.S.I. ».

Ces équipes étaient composées d'une responsable métropolitaine ou musulmane ayant un bagage social ou paramédical et de deux auxiliaires musulmanes qui, au départ, étaient très utiles en qualité d'interprète. Le but final étant qu'elles acquièrent une for-

mation, afin qu'elles prennent le relais et créent à leur tour leur propre équipe.

Leur recrutement était varié, pour les unes c'était un souci d'émancipation, la chance de percevoir un salaire (ce dernier étant égal pour toutes), de résister à un mariage imposé, à une famille tentaculaire, aller vers un ailleurs prometteur, ou fuir la pression des adversaires de l'époque. A ce sujet, dans un souci de sécurité et toujours avec leur accord, elles étaient affectées loin de leur lieu de résidence. Pour ma part, j'ai également eu pour auxiliaire une jeune fille récupérée dans le djebel au cours d'une opération militaire. Lorsque j'ai été appelée ailleurs à d'autres fonctions, elle a assuré avec compétence son rôle de responsable d'équipe.

Ces équipes étaient placées sous la responsabilité des unités militaires chargées de leur sécurité, dans leur secteur d'action souvent dangereux, nos adversaires voyant d'un très mauvais œil notre activité au service de la population féminine.



Cinq longues et difficiles années à œuvrer dans les « E.M.S.I. » me donnent le droit et le devoir d'en parler aujourd'hui. Que ce soit l'été sous un soleil torride, ou l'hiver dans le froid glacial et la neige, j'ai parcouru les pistes de la petite Kabylie, la Vallée de la Soummam, les Aurès-Nementcha, la presqu'île de Collo et bien d'autres régions que je qualifierai ironiquement de... touristiques.

N'ayant d'autre ambition que celle d'aider, secourir et tenter de transmettre mon savoir.

Oui, il y a eu une action humanitaire en Algérie, ce fut le travail harassant des « E.M.S.I. ». Elles ont été environ un millier, chrétiennes, musulmanes, israélites, natives de métropole ou d'Algérie, conscientes des difficultés, des risques encourus et de la valeur de leur mission.

Familièrement appelées « Toubiba » par les femmes et les enfants, elles étaient à la fois, assistantes-sociales, soignantes, puéricultrices, éducatrices et amies, tentant par leur présence aux côtés de cette population rurale, désorientée par les événements, de faire obstacle à la misère et à la peur. Avec pour seule et unique ambition, de donner un visage humain à notre pays.

Comment décrire le travail des « E.M.S.I. » ? Elles n'avaient pas de programme défini, seulement des élans, ceux qui viennent du cœur. Je précise haut et fort que ces jeunes femmes dévouées, téméraires et ambitieuses ont tenté, par opposition à la guerre, de choisir le difficile chemin allant vers la paix.

J'ai le souvenir de l'inconfort de mes étapes. Les épuisantes marches sur une piste sans fin, pour atteindre le piton où était juché le douar. Les pluies diluviennes qui transforment les oueds en torrents et les pistes en bourbiers infranchissables. Les inondations qui emportent dans leurs eaux tumultueuses les modestes biens nécessaires à la vie de tous les jours. Les glissements de terrains qui arrachent les mechtas au passage, laissant des familles traumatisées et désespérées face à ce douloureux coup du sort. Le village de torchis qui est la proie des flammes à cause d'une malveillance, et dont il ne reste que des cendres.

Devant ces situations trop souvent tragiques et épouvantables les « E.M.S.I. » étaient présentes, afin de résoudre au mieux ces pro-

blèmes a priori insolubles. Bien souvent, avec ténacité et courage, elles y sont parvenues malgré le manque de matériels et de moyens.

Au cours de ce difficile parcours j'ai connu de très grandes peines, lorsque l'on ne peut donner que ce que l'on possède. Hélas nos moyens n'étaient pas à la mesure d'une population aussi dense, démunie de tout. Mais j'ai également éprouvé de très grandes joies, un enfant que l'on aide à naître, un autre à guérir, une adulte que l'on a secourue et qui vous exprime sa gratitude par un simple sourire.

Un jour un journaliste, curieux de l'accueil qui nous était fait, m'a posé la question « Aviez-vous des difficultés pour entrer dans les mechtas ? » je lui ai répondu « Pour entrer non, pour sortir oui ».

Oui, il y a eu une action humanitaire en Algérie. Le seul regret que je puisse exprimer à présent est que nous aurions dû être beaucoup plus nombreuses, pour parvenir à éradiquer l'ignorance et favoriser l'évolution des femmes de ce pays. Hélas la démographie galope plus vite que les bâtisseurs.

J'ai été et je reste fière d'avoir accompli cette noble tâche qui était d'alléger la souffrance. Vouloir à pré-

sent occulter cette action humanitaire, c'est mépriser ce qui fait le ferment de l'humanité.

Toutes ces petites graines de connaissance, d'espoir et d'amitié que les « E.M.S.I. » ont semées sur leur passage croissent avec le temps, qu'importe qui les récoltera, l'important est qu'elles grandissent.

Ces cinq années de présence en Algérie m'ont permis de vivre tous les événements qui ont bouleversé l'histoire de nos deux pays.

- Le 13 mai 1958 dans l'enthousiasme ;
- Le 23 avril 1961 dans l'espérance et l'inquiétude ;
- Le 19 mars 1962 dans la honte et le désespoir.

Après cette date le devenir des 10 équipes de la zone Sud-Est Constantinois dont j'avais la charge et la responsabilité, fut réglé dans la première quinzaine de juin, par une banale note de service déposée sur mon bureau, un texte sans ambiguïté.

« A compter du 1^{er} juillet 1962, les "E.M.S.I." de la zone Sud-Est Constantinois seront mises à la disposition du gouvernement Algérien. »

Notre avis sur la question n'avait aucune importance, pour la





simple et unique raison qu'on ne nous l'avait pas demandé.

C'est alors que j'ai dû déployer beaucoup d'ingéniosité afin de préserver la vie de chacune d'entre elles.

L'expérience acquise m'incite aujourd'hui à affirmer que la difficulté de construire n'apporte que des joies, comparée à la désespérance et au dégoût d'avoir à détruire ce que l'on a édifié.

Les « E.M.S.I. » ont pour la plupart assumé le rapatriement des Harkis en France, du moins le petit nombre d'entre eux qui ont eu cette chance; en ce qui concerne ces derniers il n'est que temps qu'on leur rende enfin leur dignité, leur honneur et la place à laquelle ils ont droit dans notre patrie.

J'ai moi-même accompagné ces déracinés. La traversée sur une mer particulièrement agitée, dans l'inconfort d'un « L.S.D. » (appelé vulgairement péniche de débarquement, plus apte au transport de matériels que d'êtres humains). Il reste dans ma mémoire le souvenir d'une longue nuit cauchemardesque, étant dans l'impossibilité de rassurer ces familles tétanisées par la peur. Au petit matin ce fut le débarquement de ces familles hébé-

tées, accueillies comme des indésirables, des parias dans un pays pour lequel ils avaient tant donné, tant sur leur sol, que sur le nôtre par le passé, et qui à présent ne voulait pas d'eux.

Nous sommes restés là toute la journée sur les quais de Marseille, sous un soleil de plomb en attente de notre devenir; sous les jets de pierres d'un comité anti-Harkis brandissant des drapeaux F.L.N. et criant des quolibets agressifs. Aucune autorité policière n'est venue mettre fin à ce jeu cruel. Vers midi l'armée est venue nous apporter

une collation, pour les civils nous n'existions pas. Enfin le soir tout le monde fut dirigé sur la résidence « 5 étoiles » du Larzac. Le début d'une autre histoire pour ces déracinés.

Certes toute guerre, car il faut bien lui donner ce nom, est une épreuve qui meurtrit les corps et avilit les âmes, avec son long cortège de misère, d'innocentes victimes, de drames et de morts.

La France, qui se dit terre d'accueil et patrie des droits de l'homme, a failli à sa réputation en reniant sa parole en cette circonstance.

* * *

«Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie ont droit qu'à leurs cercueils la foule vienne et prie» a dit le poète et nous apprendrait-on dans notre enfance, c'est pourquoi je tiens à citer les noms de mes amies « E.M.S.I. » qui ont perdu la vie pendant cette guerre :

- Christiane Guenon;
- Keira Djamilla Madani;
- Kedassa M'Barka;
- Saadia Chemla;
- Yamina Ouali;
- Zhora Nichani;
- Zoubida Mustapha, tuées toutes les sept dans des embuscades;
- Germaine Kintzer et Nadia Lassani, lâchement assassinées par le F.L.N.;
- et Colette Deliles, victime d'un accident.

M^{me} Ginette THEVENIN-COPIN,

chevalier de la Légion d'honneur, ancienne responsable de zone des E.M.S.I.

